



CHAPITRE 10

Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux

[Sanctionnée le 18 juin 1980]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«municipalité»;

«municipalité»: une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, de même que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec, la Communauté régionale de l'Outaouais ou une régie intermunicipale constituée en vertu du Code municipal ou de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19);

«ouvrages d'assainissement des eaux».

«ouvrages d'assainissement des eaux»: les intercepteurs d'égout, les équipements d'épuration des eaux usées, les diffuseurs, les émissaires d'évacuation et les installations accessoires.

SECTION II

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Constitution et nom.

2. Une corporation, ci-après appelée «Société», est constituée sous le nom de «Société québécoise d'assainissement des eaux».

Pouvoirs.

3. La Société est une corporation au sens du Code civil. Elle exerce tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre de ceux que la présente loi lui confère.

Siège
social.

4. La Société a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement.

Publica-
tion.

Un avis de la situation ou du changement du siège social de la Société est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Conseil
d'adminis-
tration.

5. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de sept membres nommés par le gouvernement, dont deux doivent être membres du conseil d'une municipalité.

Mandat.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un mandat n'excédant pas cinq ans.

Présidents
et vice-
président.

6. Le gouvernement désigne, parmi les personnes qu'il nomme en vertu de l'article 5, le président et le vice-président du conseil d'administration et le président de la Société. Le président de la Société en est également le directeur général.

Rémunéra-
tion du
président
de la
Société.

7. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail du président de la Société.

Rembour-
sement des
frais des
autres
membres.

Les membres du conseil d'administration de la Société autres que le président de la Société ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit, selon les normes fixées par le gouvernement, à une allocation de présence et au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Fonctions
continué.

8. À la fin de leur mandat, les membres du conseil d'administration de la Société demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

9. Sauf dans le cas du président du conseil d'administration et du président de la Société, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

Remplace-
ment du
président
du conseil.

10. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président du conseil d'administration, le vice-président agit comme président jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président ou pendant que dure son incapacité.

Remplace-
ment du
président
de la
Société.

11. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président de la Société, le gouvernement peut nommer, pour exercer ses fonctions pendant la période non écoulée de son mandat ou pendant que dure son incapacité, une personne dont il fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail.

Adminis-
tration.

12. Le président de la Société est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

Fonctions
à plein
temps.
Conflit
d'intérêt.

Il exerce ses fonctions à plein temps.

13. Le président du conseil d'administration et le président de la Société ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation, à condition d'y renoncer ou d'en disposer avec toute la diligence possible.

Conflit
d'intérêt.

Tout autre membre du conseil d'administration ayant un intérêt direct ou indirect dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président du conseil d'administration et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Quorum,
voix pré-
pondé-
rante.

14. Le quorum du conseil d'administration est de quatre membre dont le président ou le vice-président du conseil d'administration. En cas de partage égal des voix, le président ou, en son absence, le vice-président du conseil d'administration dispose d'une voix prépondérante.

Secrétaire
et
personnel.

15. La Société peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations.

Nomina-
tion et
rémuné-
ration.

Le secrétaire et les autres employés de la Société sont nommés et rémunérés selon les normes et barèmes et en fonction du plan d'effectifs établis par règlement de la Société.

Règle-
ments.

16. Les règlements de la Société entrent en vigueur sur approbation du gouvernement.

Authenti-
cité des
procès-
verbaux

17. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Société ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont certifiés par le secrétaire.

SECTION III

OBJETS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ

Objets.

18. La Société a pour objets, conformément aux dispositions de la présente loi:

1° de concevoir, construire, améliorer, agrandir et mettre en marche des ouvrages d'assainissement des eaux pour les besoins

des municipalités et d'exécuter des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux;

2° d'exécuter des études de réfection des réseaux d'égout municipaux; et

3° d'exécuter d'autres études en matière d'égout et d'assainissement des eaux préalablement à la conclusion d'une entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21.

Programme d'assainissement des eaux.

19. La Société réalise ses objets dans le cadre d'un programme d'assainissement des eaux élaboré en vertu de l'article 2 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et approuvé par le gouvernement.

Association et contrat.

20. La Société peut s'associer ou contracter avec toute personne pour la réalisation de ses objets.

Demande d'une municipalité et convention.

21. La Société ne peut réaliser les objets visés dans le paragraphe 1° de l'article 18 que si une municipalité lui en fait la demande et si cette municipalité a préalablement conclu une convention à cette fin avec le gouvernement.

Portée de la convention.

Cette convention doit notamment décrire les ouvrages d'assainissement des eaux ou les travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux à réaliser et prévoir les obligations financières des parties.

Entente totale ou partielle.

La Société doit ensuite conclure avec la municipalité une entente visant la totalité ou une partie des ouvrages d'assainissement des eaux ou des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux décrits dans la convention conclue en vertu du premier alinéa.

Cession des ouvrages à la municipalité.

22. L'entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21 doit notamment prévoir que les ouvrages d'assainissement des eaux construits, améliorés ou agrandis et les terrains acquis à ces fins seront cédés à la municipalité selon les conditions déterminées par les parties.

Transfert de la propriété des biens à la municipalité.

Malgré le premier alinéa, le gouvernement peut, après la fin des travaux ou après la mise en marche des ouvrages d'assainissement des eaux, selon le cas, autoriser la Société à transférer à la municipalité la propriété des biens qu'elle a acquis pour les fins des ouvrages d'assainissement des eaux, par le dépôt d'un avis au bureau d'enregistrement portant description de ses biens ou, dans le cas de biens meubles, par la signification d'un tel avis à la municipalité.

Exécution
des obliga-
tions finan-
cières.

23. La conclusion d'une entente en vertu du troisième alinéa de l'article 21 confère à la Société le droit d'exiger l'exécution en sa faveur des obligations financières prévues par les parties dans la convention visée dans le premier alinéa de l'article 21 jusqu'à concurrence du montant prévu dans l'entente pour les ouvrages d'assainissement des eaux et les travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux confiés à la Société en vertu de ladite entente.

Demande
du ministre
de l'envi-
ronne-
ment.

24. Malgré l'article 21, la Société peut réaliser les objets visés dans le paragraphe 1° de l'article 18 dans le cas où le ministre de l'environnement le lui demande en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 113 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Demande
du gouver-
nement.

25. La Société n'exécute les études prévues dans les paragraphes 2° et 3° de l'article 18 que si le gouvernement le lui demande et qu'il s'engage à en défrayer le coût.

Transmis-
sion des
études.

Le ministre transmet copie de ces études aux municipalités concernées.

Exploita-
tion tem-
poraire des
ouvrages.

26. La Société peut exploiter les ouvrages d'assainissement des eaux qu'elle construit, améliore ou agrandit, jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge par une municipalité dans le cas où le ministre de l'environnement le lui demande en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 113 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Durée du
mandat.

Le ministre peut confier un tel mandat à la Société pour une période maximale d'un an. Ce mandat peut être renouvelé par le ministre dans les mêmes conditions.

Sommes
versées
à la
Société.

27. Dans les cas visés aux articles 24 et 26, les sommes recouvrées d'une municipalité par le ministre de l'environnement en vertu de l'article 113 de la Loi sur la qualité de l'environnement sont versées à la Société.

Acquisi-
tions.

28. La Société peut acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble ou droit réel requis pour la réalisation de ses objets.

Adjudica-
tion des
contrats.

29. La Société doit adjudger ses contrats par soumission publique dans les cas et suivant les conditions prévus par règlement du gouvernement.

Réglemen-
tation.

30. Le gouvernement peut faire des règlements pour:

1° établir des conditions concernant les contrats conclus par la Société et déterminer les cas où elle doit les adjudger par soumission publique;

2° prescrire le contenu minimal des ententes visées dans le troisième alinéa de l'article 21;

3° prescrire la nature des dépenses de la Société qui devront être capitalisées et les modalités d'allocation de ces dépenses entre les ouvrages d'assainissement des eaux, les travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux et les études réalisés par la Société et déterminer le terme maximum d'amortissement de ses emprunts.

Entrée en
vigueur.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

SECTION IV

FINANCEMENT

Emprunts.

31. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions qu'il détermine.

Affectation
des
sommes
reçues.

32. Les sommes reçues par la Société en application de l'article 25 pour rembourser le service de la dette ainsi que les sommes reçues par la Société en vertu des articles 23 et 27, à l'exception des sommes reçues pour l'exploitation des ouvrages d'assainissement des eaux, sont affectées au remboursement du capital, au paiement des intérêts et, le cas échéant, aux contributions au fonds d'amortissement de ses emprunts.

Finance-
ment par le
gouver-
nement.

33. Le gouvernement peut:

1° s'engager, aux conditions qu'il détermine, à combler les besoins de liquidités de la Société de manière à lui permettre d'assurer, à échéance, le remboursement du capital, le paiement des intérêts et, s'il y a lieu, les contributions aux fonds d'amortissement relativement aux emprunts contractés en vertu de l'article 31;

2° autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour un laps de temps qui ne peut excéder deux ans et aux autres conditions que détermine le gouvernement;

3° autoriser, aux termes et conditions qu'il détermine, le ministre des finances à constituer en faveur de la Société un fonds de roulement n'excédant pas 500 000 \$ pour les déboursés nécessaires à l'exécution des objets de la Société;

4° garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.

Sommes
requises.

34. Les sommes requises pour l'application de l'article 33 sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Revenus
versés au
fonds con-
solidé.

35. Tous les intérêts de placement et autres revenus de la nature d'un profit reçus par la Société sont versés annuellement au fonds consolidé du revenu.

SECTION V

COMPTES ET RAPPORTS

Exercice
financier.

36. L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport au
ministre.

37. La Société doit, dans les quatre mois de la fin de chaque exercice financier, faire au ministre de l'environnement un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt
devant
l'Assem-
blée natio-
nale.

38. Le ministre de l'environnement dépose le rapport de la Société devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Rensei-
gnements.

La Société doit en outre fournir au ministre de l'environnement tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

Plan de
dévelop-
pement.

39. La Société doit faire approuver par le gouvernement son plan de développement.

Forme et
teneur.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur générale du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

Vérifica-
tion des
comptes.

40. Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, par le vérificateur général ou par un vérificateur désigné par le gouvernement. Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport annuel de la Société visé dans l'article 37.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

Convention
et entente
sans sou-
missions
publiques.

41. Malgré toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, une municipalité peut conclure une convention et une entente visées dans l'article 21 et ce, sans demander de soumissions publiques.

Approba-
tion de la
Commis-
sion muni-
cipale.

42. Malgré l'article 27 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35), seule la convention visée dans le premier alinéa de l'article 21 requiert l'approbation de la Commission municipale.

Entente
avec muni-
cipalité
ayant
conclu un
protocole
d'entente.

43. La Société peut également conclure une entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21 avec une municipalité qui a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement avant l'entrée en vigueur de la présente loi relativement à la conception, la construction, l'amélioration, l'agrandissement ou la mise en marche d'ouvrages d'assainissement des eaux ou l'exécution de travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux.

Présomp-
tion.

Un tel protocole d'entente est réputé être une convention visée dans le premier alinéa de l'article 21.

Référen-
dum.

44. Rien dans la présente loi n'empêche une municipalité d'avoir recours, quant à une convention visée dans le premier alinéa de l'article 21, à une consultation des électeurs propriétaires d'immeubles imposables conformément à l'article 358a du Code municipal ou aux propriétaires conformément à l'article 351 de la Loi sur les cités et villes, selon le cas.

Application
de L.R.Q.,
c. R-10.

45. Le président et les employés de la Société sont assujettis à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10).

Ministre
respon-
sable.

46. Le ministre de l'environnement est chargé de l'application de la présente loi.

Mandataire
du gouver-
nement.

47. Aux fins des lois fiscales, la Société jouit des privilèges et immunités d'un mandataire du gouvernement.

Exemption
de taxes.

Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, la Société est exemptée de toute taxe municipale ou scolaire. Elle doit cependant payer des taxes municipales ou scolaires quant aux immeubles qu'elle possède sauf ceux qui doivent être cédés à une municipalité en vertu de l'article 22.

Date limite
pour entre-
prendre
des
travaux.

48. La Société ne peut entreprendre la construction, l'amélioration ou l'agrandissement des ouvrages d'assainissement des eaux ni l'exécution des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux visés dans le paragraphe 1° de l'article 18 après le 31 décembre 1990.

Entrée en
vigueur.

49. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.